

A.I.R.E.

Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence

affiliée au **B**asic **I**ncome **E**arth **N**etwork

Siège social : c/o Futuribles International – 55 rue de Varenne – 75007 Paris
Secrétariat : AIRE – 33 avenue des Fauvettes – 91440 Bures-sur-Yvette

Lettre de liaison n° 59

Hiver 2009

Sommaire

- J'ai fait un rêve** **2**
Martin Luther King
- Mettons une once de morale dans le système financier** **3**
Michel le Tallec
- Un changement de paradigme** **3**
Robert Toulemon
- Faut-il choisir entre protectionnisme et inflation ?** **4**
Gabriel Galand
- Le retour de Marx** **5**
J. Bradford DeLong
- Beaucoup de bruit pour rien** **6**
Laurent Jeanneau
- Vie de l'association** **7**

Directeur de la publication: Jacques Berthillier

Pensez à renouveler votre abonnement à la lettre de liaison: 30 €/an (4 numéros)
par chèque à l'ordre de A.I.R.E.

L'abonnement est gratuit pour les membres de l'association à jour de leur cotisation.

Courriel: contact.aire@wanadoo.fr - Site: www.revenudexistence.org

J'ai fait un rêve

Après l'élection de Barack Obama à la présidence des Etats-Unis le moment nous semble opportun de relire le célèbre discours de Martin Luther King.

Et bien que devant affronter les difficultés d'aujourd'hui et de demain, j'ai tout de même un rêve. C'est un rêve profondément enraciné dans le rêve américain.

Je rêve qu'un jour, cette nation se lèvera pour faire honneur à la vraie signification de son credo : « Nous tenons ces vérités comme évidentes, que tous les hommes sont créés égaux ».

Je rêve qu'un jour sur les collines rouges de Géorgie, les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité.

Je rêve qu'un jour, même l'État du Mississippi, État qui étouffe dans la fournaise de l'injustice, qui étouffe dans la fournaise de l'oppression, sera transformé en une oasis de liberté et de justice.

Je rêve que mes quatre jeunes enfants vivront un jour dans une nation où ils ne seront pas jugés sur la couleur de leur peau, mais sur la mesure de leur caractère.

Je fais un rêve aujourd'hui !

Je rêve qu'un jour, au fin fond de l'Alabama, avec ses racistes pleins de haine, avec son gouverneur dont les lèvres distillent les mots « interposition » et « nullification » un jour, même là, en Alabama, les petits garçons noirs et les petites filles noires pourront mettre leur main dans celle des petits garçons blancs et des petites filles blanches, comme frères et sœurs.

Je fais un rêve aujourd'hui !

Je rêve qu'un jour, le niveau de toutes les vallées sera relevé et que toutes les montagnes et les collines seront abaissées, que les reliefs seront changés en plaine et que les passages tortueux seront rendus rectilignes, alors « la glorieuse présence du Seigneur sera dévoilée, et tout le monde la verra ». C'est notre espérance. C'est la foi avec laquelle je retourne dans le Sud.

Avec cette foi, nous pourrons sculpter dans la montagne du désespoir la stèle de l'espoir. Avec cette foi, nous pourrons transformer les discordes cacophoniques de notre nation en une mélodieuse symphonie de fraternité. Avec cette foi, nous

pourrons travailler ensemble, prier ensemble, lutter ensemble, aller en prison ensemble, défendre ensemble la cause de la liberté, sachant qu'un jour, nous serons libres.

Et ce jour-là, ce jour-là tous les enfants de Dieu pourront chanter avec une signification toute nouvelle :

Mon pays c'est toi, douce terre de liberté, toi que je chante.

Pays où mes pères sont morts, pays fierté des Pèlerins,

De toutes les montagnes, que la liberté retentisse !

Et si l'Amérique veut être une grande nation, cela doit devenir une réalité.

Alors, que la liberté retentisse depuis les sommets extraordinaires du New Hampshire.

Que la liberté retentisse depuis les puissantes montagnes de New York.

Que la liberté retentisse depuis le massif de l'Allegheny en Pennsylvanie.

Que la liberté retentisse depuis les Rocheuses jusqu'aux neiges éternelles du Colorado.

Que la liberté retentisse depuis les pentes ondulantes de Californie.

Mais aussi :

Que la liberté retentisse depuis le mont Stone en Géorgie.

Que la liberté retentisse depuis le mont Lookout au Tennessee.

Que la liberté retentisse depuis chaque colline et chaque taupinière du Mississippi.

De toutes les montagnes, que la liberté retentisse !

Et quand cela arrivera, quand nous laisserons retentir la liberté, quand nous la ferons retentir dans chaque village et hameau, dans chaque État et ville, nous pourrons hâter le jour où tous les enfants de Dieu, noirs et blancs, juifs et non-juifs, protestants et catholiques, pourront chanter en se tenant la main les paroles de ce vieux Negro spiritual :

Enfin libres ! Enfin libres ! Grâce au Dieu tout-puissant, nous sommes libres enfin !

Martin Luther King

Mettons une once de morale dans le système financier

Michel le Tallec, président du parti fédéraliste, rappelle ici les valeurs humanistes de son parti.

N'oublions pas que notre fédéralisme est d'abord Humaniste, au service de l'Homme. C'est un fédéralisme qui n'a pas peur de s'afficher comme « social ». À partir de ce principe directeur, nous pouvons décliner beaucoup de choses, sachant que notre credo est dans le droit de tout être humain à une vie décente, à la satisfaction des besoins de base : se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner, éduquer ses enfants...

Il faut se méfier des conceptions puristes qui se cantonnent au niveau des idées. Derrière les idées, il y a la réalité humaine et elle doit être première. Ce qui me frappe dans tout ce qui se passe en ce moment, c'est l'évolution des valeurs qui dirigent les citoyens des pays dominants. L'humanité a toujours plus ou moins adoré le veau d'or, mais aujourd'hui, cette adoration ne se cache plus, au contraire, elle se montre avec arrogance. Aux USA, on vous évalue d'abord en poids de dollars. En France, beaucoup de nos adolescents, quand nous les interrogeons sur ce qu'ils veulent faire demain,

répondent : gagner de l'argent ! Gagner de l'argent est entré dans notre culture comme motivation première de la plupart. Mais, on ne va pas plus loin... Gagner de l'argent ? Pour quoi ? Pour soi-même, pour capitaliser le plus possible ou pour aider ceux qui en ont besoin, pour faire évoluer notre société vers une société plus juste ?

À quoi sert d'accumuler une fortune dont on ne voit pas le bout, dans un esprit unique d'égoïsme absolu ? Les 30 % de spéculateurs privés qui ont contribué à générer la crise financière actuelle ont poursuivi un jeu égoïste d'accumulation de richesses, avec le résultat que l'on connaît.

Mettons une once de morale et de sens collectif dans le système financier international et, déjà, nous avançons vers un mieux.

Michel le Tallec

Un changement de paradigme

Robert Toulemon, inspecteur général des finances honoraire, plaide pour que le FMI crée de la monnaie par le biais des droits de tirage spéciaux (DTS), afin de relancer l'activité au niveau mondial.

La persistance de la crise bancaire et l'avalanche de licenciements et de fermetures d'entreprises qui déferle sur tous les continents montre que, comme dans les années trente, nous changeons de paradigme. La lutte contre la rareté n'est plus de mise. La demande solvable correspond de moins en moins à des capacités de production inemployées qui, en disparaissant, provoquent un nouvel effondrement de la demande. Keynes est de retour. Les politiques de création monétaire nationales sous la forme d'une bulle d'emprunts publics, loin de rétablir la confiance, affectent la crédibilité des monnaies. La stabilité de l'euro tient plus à la faiblesse du dollar qu'à la santé des économies européennes, celle du dollar plus à la faiblesse de l'euro qu'à la santé de l'économie américaine. La solution rationnelle consisterait, comme Keynes le proposait en 1945, lors de la création du FMI, à créer une monnaie mondiale gérée en fonction de l'intérêt général d'une économie depuis

longtemps mondialisée. Mais les grands Etats ne sont pas plus prêts à renoncer à leur souveraineté monétaire qu'ils ne l'étaient en 1945. Aucun d'entre eux n'ose afficher le recours à la création monétaire pure et simple, la bonne vieille planche à billets, alors que leurs pratiques s'en rapprochent de plus en plus. Nul ne semble se souvenir que le FMI a la faculté de créer de la monnaie en émettant des droits de tirage. A défaut d'une monnaie mondiale encore utopique, ne pourrait-on imaginer un plan mondial de relance alimenté, non par une bulle de crédits, mais par une émission monétaire temporaire et encadrée, ne profitant pas qu'aux pays riches ? Bien sûr la répartition entre les Etats et les conditions exigibles seraient un casse-tête diplomatique, mais l'aggravation et le prolongement de la crise, désormais prévisible à défaut d'un plan mondial, ne constitue-t-elle pas un bien plus grave casse-tête ?

Robert Toulemon

Faudra-t-il choisir entre protectionnisme et inflation ?

*La vraie solution est de faire en sorte que les revenus du travail accompagnent les progrès de la productivité.
Mais cela est-il compatible avec un marché mondialisé ?*

Depuis que la crise se développe, on entend chaque jour ou presque un politique, un économiste ou un intellectuel affirmer haut et fort que la pire des choses actuellement serait de céder aux sirènes du protectionnisme. Celui-ci ne pourrait, selon eux, qu'aggraver la crise et provoquer des conflits, voire générer des guerres, et ils rappellent pour prouver leurs dires, les événements de la première moitié du 20^e siècle. La crise de 1929 et les politiques protectionnistes qui ont suivi n'ont-elles pas provoqué la montée du nazisme et la 2^{de} guerre mondiale ? La guerre des cours des monnaies n'a-t-elle pas aggravé l'instabilité ? L'installation de barrières douanières n'a-t-elle pas tué le commerce mondial ?

Jacques Sapir fait justice de ces affirmations dans un article de Janvier 2009¹. Il montre très clairement que d'une part la guerre des cours des monnaies a été causée par la crise monétaire et non l'inverse, et que la contraction du commerce mondial a clairement précédé l'instauration des barrières douanières. Quant à la montée du nazisme, il a été montré depuis longtemps qu'elle a été plutôt due à une crise spécifique à l'Allemagne de l'époque, écrasée sous les réparations de la 1^{re} guerre.

Ainsi, évacuer le problème du protectionnisme avec des arguments historiques est pour le moins contestable.

Au reste, aurons-nous le choix ? Pour disposer réellement des données du problème, il faut comprendre comment le système économique mondial a fonctionné depuis une trentaine d'années et se demander s'il peut repartir de la même manière, sinon comment.

Jacques Sapir, encore lui, a décrit dans un article d'octobre 2008 comment il voyait le fonctionnement passé du système. Nous souscrivons pleinement à ces vues. Selon lui, les politiques budgétaires de moins en moins redistributrices et la déflation salariale induite par le libre-échange généralisé a permis une baisse structurelle des revenus du travail et une augmentation corrélative des revenus du capital. Parallèlement la dérégulation financière a engendré l'explosion des revenus financiers.

La baisse globale des revenus du travail est une force déflationniste. L'expansion n'a pu se faire que par une montée des endettements qui a fourni le complément de demande indispensable. Sans la montée de l'endettement dans la zone euro et dans les pays anglo-saxons, ces pays auraient eu une croissance beaucoup plus faible depuis 5 ans, voire nulle. En 10 ans l'endettement des ménages est passé en France de 33 % à 45 %, aux USA de 61 % à 100 %². Ceci signifie que le seul endettement induit une contribution à la croissance mondiale respectivement de 1,2 % par an et de 5,9 % par an du PIB de ces pays³. Ce phénomène étant général dans les pays développés, il est clair que l'économie de marché mondialisée telle qu'elle a fonctionné depuis 20 ans ne pouvait se passer de ce moteur.

Dès lors, puisque ce système d'endettement de plus en plus gigantesque a fini par s'écrouler, et que les politiques clament qu'il faut éviter le retour de ce mécanisme infernal, on peut se demander quel moteur va pouvoir remplacer celui de l'endettement. Beaucoup espèrent sans le dire que l'ancien système pourra renaître et que, on ne sait comment, les agents économiques pourront s'endetter suffisamment pour nourrir le système, mais en évitant les excès d'hier. On bichonne les banques. On les capitalise et on les recapitalise. On multiplie les garanties sur leurs créances.

Pourtant les analystes lucides voient bien le problème. Jean Pisani-Ferry écrivait dans *Le Monde* du 22 octobre 2008 « ... fondamentalement, la crise signe, pour plusieurs années, la fin de l'économie d'endettement. [...] Le désendettement est en marche et il prendra plusieurs années. La question est de savoir qui va pouvoir remplacer tous ces consommateurs manquant à l'appel. » Comme lui, on peut douter que les pays émergents développent leur demande intérieure suffisamment et rapidement. Il reste donc les Etats. Et encore est-il modéré, car il n'énonce le problème que « pour quelques années ». Si vraiment l'endettement débridé reprend dans quelques années, c'est à désespérer de la sagesse des hommes en général, et de nos élites en particulier.

2. *op. cit.*

3. Nous faisons référence à la croissance mondiale parce que ce supplément de consommation ne s'adresse pas seulement à l'offre nationale.

1. J. Sapir, *Le protectionnisme et le contrôle des changes conduisent-ils à la guerre ?*

Alors quoi ? La solution la plus immédiate est que l'État se substitue aux consommateurs défaillants. Cependant, ceci implique soit de fortes hausses d'impôts, difficilement imaginables en période de crise, soit un déficit budgétaire important. On en prend le chemin. Le déficit budgétaire des États-Unis dépassera certainement les 10 % en 2009. Des déficits à peine moins importants devraient être nécessaires dans les pays de « modèle anglo-saxon » (Grande-Bretagne, Espagne). Pour les autres ce sera moindre mais certainement toujours supérieur à 5 %.

Mais si un tel endettement massif des États est normal pour juguler la crise, il n'est pas viable à long terme, sauf si une forte inflation dévalorise ces dettes croissantes.

On pourrait aussi songer pour alléger la dette de l'État aux procédés que nous avons souvent préconisés, à savoir le financement de l'État par la banque centrale, soit directement, soit indirectement par rachat de ses titres de dette. Mais autant nous préconisons de tels financements pour une relance limitée dans le temps ou le financement d'investissements à long terme, autant il ne serait pas normal de songer à cela pour se substituer aux consommateurs sur le long terme.

La vraie solution est d'en finir avec la déflation salariale et de faire en sorte que les revenus du travail repar-

tent vers une hausse qui accompagne les progrès de la production. Le problème est que ceci est incompatible avec un commerce mondialisé, qui met les marchés du travail en concurrence. Cette solution suppose donc une certaine restriction de la concurrence mondiale.

Résumons-nous. Si on admet que le système passé de croissance par endettement est derrière nous, la croissance⁴ possible de la consommation ne peut être que celle des salariés ou celle de l'État. Si c'est celle de l'État, cela suppose une forte inflation. Si c'est celle des salariés, cela suppose une certaine dose de protectionnisme.

J'entends déjà de bonnes âmes refuser de choisir entre Charybde et Scylla. Pour notre part nous pensons que la seule solution viable est celle d'une limitation de la concurrence mondiale. Ceci ne signifie aucunement qu'il faut ériger des forteresses étanches aux produits étrangers. Il faut simplement faire en sorte que la concurrence existe sans qu'elle produise une pression néfaste sur les salaires. Des idées existent. Il faut en débattre et non lancer des anathèmes.

Gabriel Galand

4. Celle-ci nous reste indispensable pour résorber le chômage et financer le sauvetage de la planète.

Le retour de Marx

Cet article publié par Les Échos le 4 février 2008 est d'une brûlante actualité

Il y a cent cinquante ans, Karl Marx prédisait que le capitalisme moderne serait incapable de produire une répartition acceptable des revenus. La richesse allait augmenter, disait-il, mais en ne bénéficiant qu'à une minorité. La masse des misérables irait grossissant. Cette situation provoquerait révoltes et révolutions, aboutissant à un nouveau système, plus juste, plus efficace et plus égalitaire. Depuis, la plupart des économistes ont gagné leur vie à expliquer pourquoi Marx s'était trompé. Certes, à ses débuts, la révolution industrielle est toujours associée à une montée rapide des inégalités. L'agressivité et l'esprit d'entreprise sont récompensés et les prix du marché flambent, dictés par la rareté de quelques compétences clefs.

Mais cette situation n'est en principe que transitoire. Une société agraire figée sur le plan technologique est condamnée à être très inégalitaire. Par force ou fraude,

la classe dominante s'approprie les terres et abaisse le niveau de vie des paysans en dessous du minimum vital via les loyers de ces terres. Pour la majorité des économistes, une société industrielle a un fonctionnement différent. D'abord, les principales ressources ne sont pas en quantité limitée comme la terre, mais peuvent évoluer en quantité et qualité : la qualification des techniciens et des ingénieurs, l'énergie et l'expérience des entrepreneurs, les machines et les constructions. Des prix élevés pour des ressources rares ne conduisent pas à des transferts de richesse à somme nulle ou négative, mais à des gains en termes d'augmentation du nombre de techniciens et d'ingénieurs, ainsi que du nombre de machines et de constructions.

Deuxièmement, la démocratie fait contrepoids au marché. Le gouvernement éduque et investit, ce qui augmente l'offre et limite les revenus des travailleurs

qualifiés, ainsi que la rentabilité du capital physique. Elle finance la sécurité sociale par des prélèvements sur les plus riches. L'économiste Simon Kuznets pensait que les inégalités s'accroissent dans un premier temps avec l'industrialisation, avant de diminuer.

Mais la génération précédente a perdu confiance dans la courbe de Kuznets. Les gouvernements sociaux-démocrates ont été sur la défensive. Ils n'ont pas su convaincre les électeurs de financer un élargissement massif de l'enseignement supérieur. La scolarisation au niveau secondaire et supérieur des jeunes Américains blancs peut approcher les 100 %, mais cette génération pourrait en fin de compte ne pas recevoir davantage d'éducation que celle qui l'a précédée. Et les gains de plus en plus élevés d'une minorité n'ont pas stimulé suffisamment la concurrence sur le marché pour favoriser une distribution des revenus moins inégalitaire.

De plus en plus, les voix des piliers de l'establishment rejoignent celles des critiques les plus sévères. Ainsi, Martin Wolf, l'éditorialiste du « Financial Times », a récemment dénoncé les très grandes banques car elles ont *un talent extraordinaire pour privatiser les gains et socialiser les pertes... et se draper d'une juste colère si le*

gouvernement ne vient pas immédiatement à leur aide lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés (bien méritées) (...) Les conflits d'intérêts dans les grandes institutions financières sont bien plus difficiles à gérer que dans tout autre secteur. Il craint que le système financier « ne détruise quelque chose de bien plus important encore, à savoir la légitimité politique de l'économie de marché elle-même ».

Pour Wolf, la solution consisterait à attribuer l'essentiel de leur rémunération aux dirigeants des banques une fois qu'ils auront accompli leur travail, par des versements périodiques sur une décennie. Actionnaires et investisseurs sauraient ainsi si les conseils donnés et les investissements réalisés répondaient vraiment à une logique de long terme plus tôt. Mais cette proposition est insuffisante, car le problème ne se limite pas à la haute finance. Les marchés échouent à favoriser l'émergence de concurrents et à exercer des pressions à la baisse sur les fortunes captées par la présente génération de princes du business.

*J. Bradford Delong,
professeur à l'université de Californie (Berkeley).*

Beaucoup de bruit pour rien

Est-il vraiment utile d'ouvrir le dimanche ?

Les débats autour du projet de loi sur le travail dominical ont été très « chauds » en décembre.¹ Fin novembre 2008, une étude publiée par le Crédoc confirmait la faible efficacité économique d'une telle mesure. Principalement parce qu'ouvrir les commerces le dimanche n'augmente pas le pouvoir d'achat des Français. Selon les auteurs, il est probable *que l'essentiel des ventes réalisées le dimanche correspond au transfert de ventes initialement réalisées les autres jours de la semaine.* Et du coup, l'effet sur l'emploi serait pratiquement nul.

De plus, cette réforme ne correspond pas réellement à une attente de la population. Trois Français sur quatre considèrent que le temps d'ouverture des magasins est suffisant, et plus de la moitié de ceux qui bénéfi-

cient déjà d'un accès à une offre commerciale le dimanche près de leur domicile n'en profite pas.

En l'absence de demande réelle et d'impact économique sensible, les considérations plus sociétales devaient donc prendre le dessus : doit-on prendre le risque de sacrifier l'équilibre de la vie familiale et associative au nom de la liberté de consommer et de travailler plus ? Au bout du compte, même si le président de la République a maintenu le projet pour ne pas donner l'impression de reculer sur ce dossier, au moment où le gouvernement repoussait la réforme des lycées, le compromis trouvé change – heureusement – très peu de choses.

*Laurent Jeanneau
(Alternatives économiques n° 276, janvier 2009)*

1. Pour en savoir plus : « L'ouverture du commerce le dimanche », Crédoc, novembre 2008, sur www.credoc.fr/pdf/Rech/C246.pdf

Vie de l'association

Correspondance

Avec un peu de retard nous publions la correspondance de l'un des nôtres, Michel Amiot, qui voit dans la crise actuelle une justification supplémentaire à l'instauration du Revenu d'existence.

« La *Lettre de liaison* n° 57 est des plus intéressantes et utiles. Intéressante avec les informations nouvelles, utile parce qu'elle conforte la poursuite des efforts de l'AIRE pour promouvoir le R.E., en dépit de la généralisation quasi acquise du R.S.A. qui, à moyen terme, s'avèrera inadéquat. Les contributions de Y. Bresson sont les plus fortes, évidemment.

Mais sur quels aspects et par quelles voies serait-il plus efficace de poursuivre actuellement les efforts ? Je vois trois aspects à travailler et à faire connaître prioritairement.

1 – La notion de capital social, source de justes dividendes pour tous permettant d'affirmer la solidarité, de conforter la dignité individuelle plutôt que le goût de l'assistance avec ses effets négatifs sur le comportement des allocataires.

C'est un aspect logique et moral conférant un surplus d'humanité à la société qui donne du sens à la compassion de certains de ses membres.

2 – La simplification administrative possible de la distribution d'un revenu complémentaire à celui du travail marchand par l'instauration d'un R.E. remplaçant nombre d'allocations et crédits d'impôt.

C'est un aspect pratique, une réforme entraînant économie de fonctionnement, un avantage budgétaire non négligeable. C'est surtout une transformation d'avantages acquis qui rend le projet a priori inacceptable si l'on n'est pas suffisamment informé.

3 – La clarification du constat de rareté conjugué à celui d'abondance des biens selon les régions dans la perspective d'une mondialisation – globalisation croissante des échanges, d'une amélioration de la productivité, d'une évolution des besoins quantitative et qualitative. Et parallèlement, la relativité du rappro-

chement, voire de la confusion entre le travail et l'emploi. Et aussi de la complémentarité des activités de production et de service marchandes et des activités sociales et culturelles bénévoles.

C'est un aspect d'intelligence, de compréhension meilleure du système socio-économique que nous vivons et qui, forcément, change continuellement sous l'effet de nombreux facteurs dont l'incontrôlable démographie.

Quant aux voies, je n'ai hélas pas d'illumination. Je pense seulement qu'il faut méthodiquement s'adresser aux responsables politiques les moins dogmatiques et aux formateurs d'opinion, au bon moment. Et pour cela, rester attentif aux événements de l'actualité pour intervenir opportunément auprès de tel ou tel en fonction, de l'apport possible de l'AIRE au stade de développement du moment de son corpus. Mais c'est bien déjà ce que font quelques-uns.

Depuis mon village en Bourgogne nivernaise, mes interlocuteurs à propos de redistribution des revenus sont rares. Je ne puis qu'essayer d'intéresser quelques personnes âgées et sans pouvoir. Je le fais occasionnellement sans recueillir plus que leur étonnement dubitatif. D'où le prix que j'accorde à la lettre de liaison de l'AIRE.

La crise financière actuelle avec ses retentissements mondiaux présents et à venir réveille et renforce les craintes d'insuffisance, d'irrégularité, de durabilité des revenus de la plupart : perte d'emploi – inflation – effondrement de certaines valeurs boursières – baisse des retraites. Même avec une diminution de la croissance économique, voire avec une récession, le P.I.B. national permettrait de garantir un R.E. fut-il moindre. Il serait d'ailleurs éclairant de calculer l'effet de un pour cent de P.I.B. sur les 330 € mensuels de R.E. »

Le Participat

Diffusion de l'opuscule édité par l'AIRE

Nos lecteurs ont eu connaissance par notre lettre de liaison n° 54 (automne 2007) de texte de Yoland Bresson sur le Participat. Ce texte a été repris dans un opuscule édité par l'AIRE qui vient d'être diffusé à chacun des députés. (lettre d'accompagnement ci-après) Les premières réactions sont très encourageantes. Cet opuscule est à la disposition de nos lecteurs. Il leur suffit de demander à notre secrétariat le nombre d'exemplaires désirés qui leur seront adressés gratuitement.

Professeur Yoland Bresson
12 Allée Renoir
94450 Limeil-Brévannes
Yoland.bresson@wanadoo.fr

Limeil-Brévannes, le 23 janvier 2009

Madame, Monsieur le Député,

Nous sommes tous conscients que la crise que le monde traverse n'est pas seulement circonstancielle, juste semblable à celles qui l'ont précédé. Nous vivons la fin du plein emploi salarié, fondement de l'intégration sociale associée au capitalisme industriel.

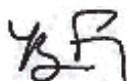
L'AIRE (Association pour l'instauration du revenu d'existence) que nous avons fondée en 1985 avec le Professeur Henri Guittou, et que depuis sa disparition je préside, ne cesse de l'annoncer et d'inviter tous les citoyens et les responsables à repenser radicalement l'organisation de nos sociétés avant qu'elles ne s'effondrent d'elles mêmes, avec fracas en provoquant violences et souffrances.

Voilà pourquoi, et vu l'urgence, nous nous autorisons à diffuser auprès de tous nos élus, ce petit document *Le Participat*, qui est le produit de toutes ces années de réflexion et de préparation à l'évènement que nous sentions inévitable et dont nous vivons les premières manifestations tangibles.

Souhaitons qu'il vous aide à élaborer le nouveau corps de lois au bénéfice, non seulement des Français, mais à titre exemplaire, pour toute l'Humanité.

Les membres de l'AIRE se joignent à moi pour vous assurer de nos meilleurs sentiments républicains.

Yoland Bresson



Journée d'études à l'Assemblée nationale le 8 avril 2009

L'un des nôtres Marcel Ruby, président du Centre Solidariste et vice président d'honneur du Parti radical, organise à l'Assemblée nationale, le mercredi 8 avril, une journée d'études avec 3 tables rondes sur le thème :

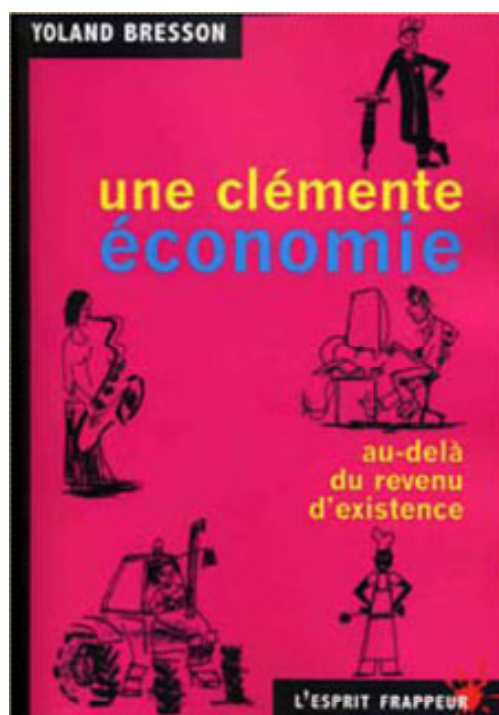
- le solidarisme et l'homme,
- le solidarisme et l'économie,
- le solidarisme et l'écologie.

Yoland Bresson y participera ainsi que les représentants de plusieurs ministères, dont celui de Jean-Louis Borloo. Martin Hirsch est pressenti pour présenter les conclusions.

Pour assister à cette journée s'inscrire avant le 31 mars auprès de notre secrétariat ou de préférence directement auprès de Marcel Ruby, 5 rue du Laos 75015 Paris (le 8 avril, se munir d'une carte d'identité)

Parution du dernier ouvrage de Yoland Bresson : *Une clémente économie*

L'ouvrage édité par l'esprit frappeur (240 pages) est disponible en librairie au prix de 10 euros (présentation ci-dessous)



Les évènements historiques que nous traversons peuvent favoriser une prise de conscience collective.

Ces évènements rendent l'enjeu essentiel et urgent. Nos contacts avec le gouvernement français nous laissent penser qu'il ne faudrait pas un très fort mouvement d'opinion pour que la réalisation soit proche.

Ce livre peut servir de déclencheur à condition de le faire largement connaître, lire, commenter, discuter. Nous comptons sur votre active participation !

Prochaines réunions - 1^{er} semestre 2009

Maison des Sciences de l'homme, 54 boulevard Raspail, 75006 Paris,
salle n° 07, 2^e sous sol à 17 heures

Le mercredi 11 mars
exceptionnellement le **mardi 7 avril**
au lieu de mercredi

Le mercredi 13 mai
Le mercredi 10 juin

Ces réunions sont ouvertes à tous. Venez nombreux.

Cotisations 2009

• Cotisation de base ¹ :	60 €
• Cotisation réduite ¹ : (<i>chômeurs et étudiants</i>)	15 €
• Abonnement lettre de liaison	30 €

1. Donne droit à la lettre de liaison et à une déduction fiscale.

Courriel: contact.aire@wanadoo.fr

Site: www.revenudexistence.org